

SAINT-MARIE LA MAISON DE L'EMPLOI DU NORD FAIT LE POINT

Entre 15 et 40 % de chômeurs selon les quartiers

Quatre habitants sur dix sont au chômage au centre-ville de Sainte-Marie. En revanche, avec 15 % de chômeurs, les quartiers de Duparc, Gillot et La Mare font figure de privilégiés.

L'étude publiée récemment par la Maison de l'emploi du Nord démontre les fortes disparités en matière de chômage entre les différents quartiers.

Avec un quart de sa population active au chômage (25,9%), Sainte-Marie reste légèrement en dessous de la moyenne générale du chômage relevée dans les trois communes de la Cinor (26,2%). Dans sa récente étude sur la situation de l'emploi, la Maison de l'emploi du Nord (MDEN) recense 3 500 sainte-mariens sans emploi, sur une population active de 13 500 personnes. Chez les moins de 25 ans, ce taux atteint même les 48 %, pour redescendre à 23 % pour les 25-55 ans et à 12 % pour la tranche d'âge 55-65 ans.

Des disparités très marquées

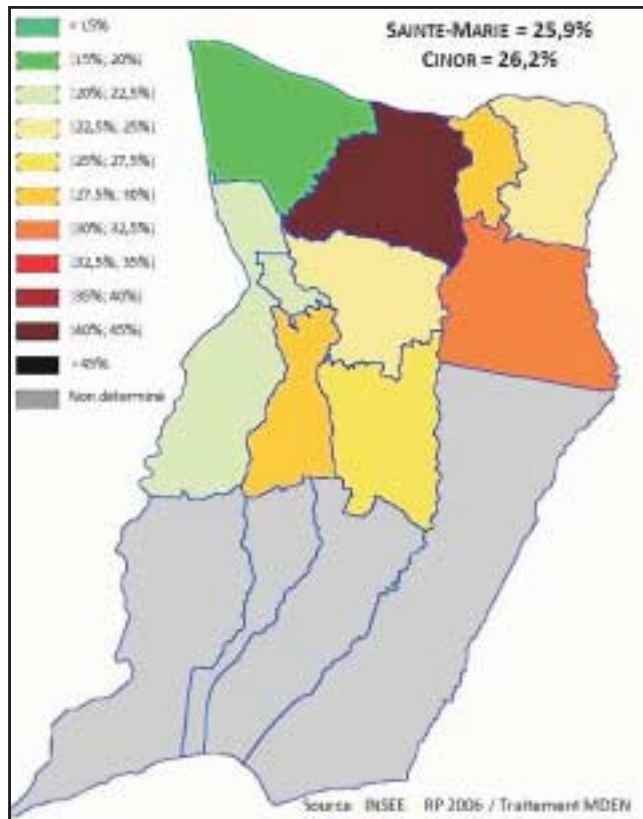
Les statistiques présentent de fortes disparités entre les différents quartiers : si le chômage touche « seulement » 15 % des 1 180 « actifs » recensés dans le secteur de La Mare-Duparc-Gillot, il frappe 40 % des 1 245 actifs demeurant au centre-ville (Verger, Découverte, Le Bourg et Flacourt). Un constat qui n'a rien de surprenant, au vu des catégories socioprofessionnelles des habitants de deux quartiers : si l'on compte 30 % d'ouvriers au centre-ville, cette proportion tombe à 13 % dans le

quartier Est. La proportion de cadres parmi les actifs de ces deux secteurs y est toute aussi révélatrice du niveau de vie : 4,4 % au centre-ville, contre 18 % à La Mare-Duparc-Gillot.

En seconde position au tiercé des quartiers les plus fragiles face à l'emploi : Terrain Elisa et Beaufond, où l'on compte un tiers de chômeurs (31%). Là encore, les jeunes sont particulièrement exposés, avec un taux de 56 % de chômage chez les actifs de moins de 25 ans.

Les quartiers de La Confiance/l'Espérance, de même que le centre-ville Est - en réalité, essentiellement constitué des Gaspards -, arrivent ex-aequo en troisième position, avec un taux de chômage de 28 %. Si l'on ne recense que 3 % de chômeurs de plus de 55 ans parmi les habitants du centre-ville Est, ce taux grimpe cependant à 17 % à La Confiance/l'Espérance.

La part des sans emplois dans les populations des quartiers de La Ressource-Beaumont-Montée-Sano, La Convenance-Ravine-des-Chèvres et La Ressource-Bois-Rouge oscille quant à elle entre 26 % et 24 %. Elle chute à 22 % parmi les 1 200 actifs de la Rivière-des-Pluies et à 20 % chez leurs 1 100 concitoyens de La Grande Montée.



Les disparités s'avèrent encore plus marquées sur la tranche des jeunes de moins de 25 ans : A l'entrée Ouest de Sainte-Marie, sur les quartiers de La Mare, Gillot et Duparc, le

chômage frappe 18 % des jeunes de moins de 25 ans. Au centre-ville, près de sept jeunes actifs sur dix (65%) n'ont pas d'emploi.

Pascal NEAU

ADOPTION EN HAÏTI RÉACTION DU COLLECTIF DE LA RÉUNION

Parents adoptifs en colère

Alors qu'ils s'attendaient à une nouvelle évacuation de 117 enfants adoptés par des familles françaises, le collectif « Parents adoptants Haïti » déplore aujourd'hui la suspension de cette mesure. Il ne croit guère au « sas d'adoption » promis par le gouvernement et pousse un cri de colère.

Une semaine après sa manifestation au jardin de l'Etat pour réclamer « un traitement en urgence de nos dossiers permettant l'évacuation de tous les enfants en cours d'adoption », le collectif réunionnais « Parents adoptants Haïti » qui regroupe une dizaine de familles, ne cache plus aujourd'hui sa « colère ». « On est très remontés contre le gouvernement français », lançait hier l'un de ses membres. « Les choses ne vont pas dans le bon sens », souligne Laurence Oleggini. Sur le millier d'enfants en passe d'être adoptés par des familles françaises - dont au moins dix dans notre île -, 360 ont d'ores et déjà rejoint leurs parents adoptifs.

« Ce n'est pas le moment de changer les règles »

« On promettait depuis quelques semaines à 117 autres familles françaises l'évacuation prochaine de leurs enfants. Avec la visite mercredi de Sarkozy à Haïti, on s'attendait à un coup d'éclat. Qu'il les ramène avec lui... Ou tout au moins qu'il annonce leur départ imminent. On attendait cela avec impatience. Tous ces enfants ont été attribués pour certains depuis plusieurs années à leurs parents adoptants, bien avant le séisme. Et on vient d'apprendre par un communiqué de l'Etat français qu'il n'est finalement plus du



Le collectif de parents manifestait le 12 février dernier devant le jardin de l'Etat.

tout question de les évacuer », affirmait hier cette mère adoptive.

Le gouvernement se retranche notamment sur les observations de pédopsychiatres ayant relevé des « désorganisations psychologiques » causées chez les premiers enfants adoptés débarqués ces dernières semaines à Paris. « La chronologie des troubles, qui n'existaient pas avant le départ d'Haïti, permet d'évoquer une cause traumatique aigüe, précoce, liée au déplacement dans l'urgence des enfants, sans aucune préparation psychique », estiment-ils.

« Séisme ou pas, Haïtien ou pas, un enfant qui se retrouve ainsi à Paris dans le cadre d'une

adoption, est de toute manière perturbé », estime Laurence Oleggini. « Les familles qui ont reçu les enfants invitent aujourd'hui ces pédopsychiatres à rendre visite aux enfants, chez eux. Après ces quelques jours d'adaptation, ils verront qu'ils rient, qu'ils mangent, qu'ils dorment bien... Nous avons l'impression qu'à travers ces prétextes, on cherche à modifier les conditions d'adoption. Mais ce n'est pas le moment de changer les règles. Nous sommes là face à des enfants attribués avant le séisme à des familles d'adoption qui vivent depuis un mois dans des conditions traumatisantes. Mes enfants dorment sous une tente, dans la cour de leur orphe-

linat ! La directrice dispose de huit sachets de Smecta pour soigner 21 de leurs camarades malades de diarrhées. Même avec l'argent que les parents adoptifs envoient, elle ne peut plus trouver de médicaments. Elle arrive en rupture de stock de nourriture. Et contrairement à ce qui se dit, les ONG n'entrent pas dans les orphelinats. Parallèlement, à des familles françaises qui ont déjà le jugement d'adoption et qui sont prêtes à se rendre à Haïti pour aller chercher leurs enfants, l'ambassade de France assure qu'elle ne leur délivrera ni passeport, ni visa ! On empêche ainsi des parents de faire leur devoir de parent », lance Laurence Oleggini. « Est-ce vraiment loyal, au regard des droits de l'enfant ? », s'interroge cette mère adoptive.

Quand à l'annonce de Nadine Morano prévoyant la mise en place prochaine d'un centre d'accueil temporaire en Guadeloupe, Laurence Oleggini n'y croit guère. « Un sas d'adoption ? Pourquoi pas... Mais les médecins supposés le mettre en place sont toujours en métropole et leur départ n'est toujours pas à l'ordre du jour. En outre, il se dit que ce sas serait doté d'une capacité d'accueil de seulement 40 enfants ! On a l'impression que le gouvernement français nous promène ! »

Pascal NEAU

Pas de planteurs à la Rivière-des-Pluies

Si un tiers de la population active sainte-marienne entre dans la catégorie socioprofessionnelle des employés (34,7%), cette proportion se révèle plus particulièrement élevée à Terrain-Elisa-Beaufonds (40%) et à La Ressource-Bois-Rouge (38%). En revanche, on ne compte que 26 % d'employés parmi les actifs demeurant à Rivière-des-Pluies.

La part des ouvriers (qui constituent en moyenne 21 % des actifs sainte-mariens) est plus marquée au centre-ville (Gaspards, Verger, Découverte, Le Bourg et Flacourt), où ce taux atteint les 31 %. A contrario, on ne compte que 13 % d'ouvriers dans les actifs de Duparc, La Mare et Gillot. Ils sont à peine plus nombreux à la Rivière-des-Pluies (14,6%). En

revanche, ces deux quartiers abritent la plus grande proportion de cadres (18%), pour une moyenne communale de seulement 11 %.

Les agriculteurs, qui ne constituent que 1,8 % des actifs de la commune, se concentrent sur le quartier de Beaumont-Montée Sano-La Ressource, où ils représentent 5 % des actifs.

Si l'on ne compte aucun agriculteur à la Rivière-des-Pluies, ce quartier arrive en tête pour la catégorie des artisans, commerçants et chefs d'entreprises, avec 11,2 % des actifs. Face à la moyenne communale de 7,2 %, Terrain Elisa-Beaufonds fait figure de parent pauvre dans cette catégorie socioprofessionnelle, puisqu'il n'héberge que 4,7 % de patrons.



SOLDES jusqu'à **50%** sur les chambres d'enfant*

bébé 9

St-André : 124, cc la Cocoteraie - 0262 46 50 28
St-Denis : 50, rue Maréchal Leclerc - 0262 48 02 19
St-Pierre : 31, rue Marius et Ary Leblond - 0262 57 46 50

*Photo non contractuelle - Sur articles signalés - Offre valable jusqu'à fin février - Dans la limite des stocks.

CASHLINE
SEMAINE 1
19
GAGNANTS
Bravo!!!
CASHLINE
Tous les mardis avec
visu
Le Magazine